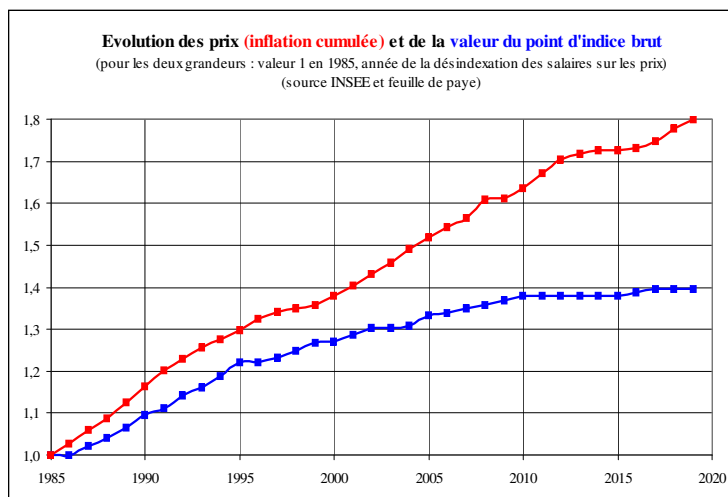


D'autres choix économiques sont largement possibles et il est urgent d'obtenir un réel rattrapage salarial en nous dégageant du piège des primes et de la résignation.

Alors que les « rémunérations » de PDG, d'actionnaires s'étalent avec indécence, la colère des salariés du public comme du privé s'exprime de plus en plus nettement concernant les bas salaires et à la perte de pouvoir d'achat subie. Et pour les fonctionnaires, cette perte est énorme : **- 28,9 %** sur la valeur du point d'indice brut depuis 1985, année de la désindexation des salaires sur les prix (voir courbes ci-contre), **- 18,7 %** depuis 2000, ou encore **- 8,7 %** depuis 2010. Ainsi, si nous étions toujours payés comme en 1985, nous devrions avoir l'équivalent de **3 mois et demi de salaire en plus par an** !

Cette perte énorme n'est pas toujours perceptible par les collègues du fait de l'avancement d'échelon lié à l'ancienneté et qui atténue le mal. Il en est de même avec l'artifice hypocrite de la GIPA (Garantie Individuelle du Pouvoir d'Achat), par exemple pour les collègues dont l'avancement est bloqué en fin de carrière. Cependant, cette perte est bien réelle et les jeunes collègues la subissent de plein fouet, avec des conséquences extrêmement négatives quant à l'attractivité du métier d'enseignant, hypothéquant ainsi la qualité des recrutements. Bref, cette politique, par delà son cynisme, est révélatrice du peu d'ambition du pouvoir pour la jeunesse et son éducation !



Refusons les tentations individualistes !

Face à cette « paupérisation », certains collègues peuvent être tentés par les heures complémentaires... Or, le SNESUP alerte car d'une part, le taux de paiement des heures complémentaires (environ 41 euros de l'heure TD ou TP) est dérisoire et correspond au SMIC puisqu'une heure TD est équivalente en moyenne, avec tout le travail connexe à l'enseignement, à 4,2 heures de travail selon le ministère même. Ce taux ridicule et honteux, que le SNESUP dénonce depuis longtemps, est très inférieur à ce qu'il devrait être à savoir, 125% de l'heure statutaire, soit plus du double du taux actuel. D'autre part, en masquant la pénurie d'emplois sciemment organisée par le ministère, cela pérennise le chômage de très nombreux jeunes docteurs.

Sur ce point, nous rappelons que la seule résorption des heures complémentaires des titulaires, sans compter les vacances, nécessiterait de recruter 20 000 enseignants-chercheurs ! Mais bien sûr, de tels choix requièrent l'arrêt des économies faites au détriment des collègues et du service public. Cela nécessite une autre philosophie en matière de gestion du pays et des affaires, en combattant les inégalités qui se creusent dangereusement, en levant l'impôt à la hauteur des besoins, en se dégageant des dogmes économiques libéraux...

Déjouons aussi le piège gouvernemental des primes, qu'elles soient statutaires ou pire, individuelles !

Face à la colère qui couve, le gouvernement tente, avec le protocole associé à la LPR, d'amadouer les collègues et les syndicats par une augmentation, certes non négligeable, des rémunérations indemnitaires perçues par tous au sein d'un même corps, mais aussi des primes individuelles, « à la tête du client »... Cette rustine de la part d'un gouvernement qui continue d'appauvrir les collègues en poursuivant le blocage de la valeur du point d'indice, relève de l'hypocrisie et du piège. Car d'une part, cela ne compense que partiellement la perte subie depuis des années et d'autre part, cela remet en cause la protection sociale (retraites, sécurité sociale).

Universitaires, intellectuels, nous connaissons les chiffres ! Dénonçons les mensonges d'État sur le manque de moyens !

Une autre politique est pourtant possible si le pays en a la volonté et si on s'en donne collectivement les moyens. A titre indicatif, l'augmentation de 1% du salaire des 5 millions de fonctionnaires représente un coût largement supportable de moins de 3 milliards d'euros sur le budget de l'État, somme à rapprocher des 220 milliards d'euros (!) représentant la totalité des aides annuelles au patronat (sous toutes les formes) et aux 80 milliards (estimation qui fait consensus) de la fraude fiscale... Et dans cette période de crise sanitaire, le gouvernement n'a-t-il pas distribué en plus par dizaines de milliards des aides aux entreprises... Comme quoi l'argent existe quand on veut !

C'est pourquoi il est essentiel que les collègues s'emparent de leur outil syndical pour combattre ces régressions et inégalités sociales, tout en gagnant un rattrapage salarial fort légitime !